

LES PAYSANS SAUVENT LE MONDE

La vraie révolution verte

- **2,5 milliards d'êtres humains vivent de l'agriculture et sont parfaitement capables de faire en sorte que tout le monde puisse manger à sa faim.**
- **La Corée du Sud, pays industriel, consacre à l'agriculture une plus grande partie de son budget que la plupart des pays Africains.**
- **Ou bien manger, ou bien lutter contre les changements climatiques: une fausse opposition/antinomie??.**
- **C'est une vérité agréable: l'agriculture familiale est capable de nourrir le monde.**
- **Les entreprises, elles aussi, portent une responsabilité cruciale.**
- **Avec des réserves alimentaires mondiales de 40 jours seulement, il ne reste plus de temps pour retarder les choix.**

Vous faites-vous des soucis concernant la crise alimentaire? Il ne le faut pas, car en fait la solution à la crise alimentaire est très simple. Lisez ceci jusqu'au bout avant de nous déclarer simples d'esprit. Dans le monde, les paysannes, paysans et leurs enfants, en tout 2,5 milliards de personnes, vivent de l'agriculture,. Ils sont parfaitement capables de pourvoir à une alimentation suffisante pour tout le monde. Partout où les familles paysannes disposent de bonnes terres en suffisance et des moyens pour investir dans une agriculture productive, elles fournissent des résultats vraiment remarquables. Elles peuvent apporter la solution au stress qui s'est répandu dans le monde au cours des dernières décennies: nous avons abandonné l'agriculture et les paysans à leur sort, fait dérailler la production, laissé augmenter les prix ainsi que la faim et la sous-alimentation; nous préférons remplir nos réservoirs d'essence avec des carburants dits bio plutôt que de laisser se nourrir les gens. Jusqu'il y a peu, la faim sévissait surtout dans les campagnes. A l'heure actuelle, même les habitants des villes, toujours plus nombreux et plus pauvres, ne sont plus capables d'acheter une nourriture de plus en plus chère.

Une vérité agréable.

Oui, il est possible de faire autrement et bien mieux. Les fermes, petites et de moyenne grandeur, produisent dans le monde entier pour les marchés locaux et nationaux. Et elles nous prouvent qu'elles peuvent être plus productives et plus efficaces que les grandes entreprises industrielles d'exportation. Des études faites en Amérique Latine tropicale ont montré que les paysans qui cultivent plusieurs plantes dans le même champ, une pratique très répandue dans ces régions, réalisent des rendements de 20 à 60 % plus élevés que les monocultures. De plus, ils créent plus d'emplois, ce qui donne un bon revenu à un plus grand nombre de personnes. Alors que l'agro-industrie à grande échelle laisse s'éteindre les paysans et dépérir les villes voisines, l'agriculture familiale performante a un score incomparablement meilleur. Elle contribue en grande mesure au développement économique et à la prospérité des régions dans lesquelles elle peut se développer, parce que ses revenus sont dépensés avant tout dans sa propre région. Il en résulte que, là où avant tout les entreprises familiales fleurissent, les villes avoisinantes le font aussi: il y a plus de magasins locaux, plus de rues aménagées et de trottoirs, plus d'écoles, de parcs, d'églises, de clubs, de journaux, de meilleurs services sociaux, un plus haut niveau d'emploi et une plus grande participation des citoyens à la vie de la communauté. C'est ce qui ressort de nombreuses études dont la plus ancienne se rapporte à la Californie des années '40 du siècle précédent. Et ce n'est pas tout, lorsqu'une telle agriculture a aussi une pratique écologique, elle prend un plus grand soin de l'environnement. Car une agriculture écologique réduit aussi à un minimum les intrants extérieurs tels les fourrages pour animaux, les engrais et pesticides chimiques. Son bilan énergétique est beaucoup plus positif, elle utilise de manière plus économique les

réserves d'eau parfois très limitées et augmente la fertilité des sols... tout en produisant davantage que l'agriculture moderne high tech qui se base entièrement sur l'apport extérieur. Nous pouvons donc nous réjouir de cette vérité agréable: l'agriculture familiale peut nourrir la population du monde entier, demain et dans cinquante ans, et cela de manière durable. C'est là la force d'une agriculture paysanne.

Le rôle des autorités

La solution est en effet simple. Mais pour y arriver, quelques conditions importantes doivent être remplies. Ainsi les autorités doivent enfin prendre leurs responsabilités. Le monde doit opter effectivement pour cette agriculture familiale et s'opposer à l'agriculture industrielle qui ne laisse pas de place aux paysans. Voilà la vraie révolution verte. Une politique agricole globale est nécessaire, celle qui donne aux régions et aux pays le droit d'organiser une telle agriculture et d'y investir. Même si actuellement la conjoncture mondiale redécouvre l'importance de l'agriculture et y est donc favorable, cela ne se fera pas sans efforts. Après des dizaines d'années de négligence dans de nombreux pays, et certainement en Afrique, les autorités et les sociétés doivent d'urgence libérer des moyens pour une agriculture productive.

Pour le moment, c'est le problème numéro 1. Mais une stabilité des prix et particulièrement des prix agricoles minimums viables sont aussi absolument nécessaires. Les autorités doivent à nouveau comprendre que le marché, et surtout le marché mondial, ne fonctionne pas aussi bien pour les produits alimentaires que pour les voitures et les téléphones portables. Parce qu'il en résulte des prix très fluctuants et souvent trop bas. C'est pourquoi, le marché doit recevoir du renfort. Il faut introduire des mesures ou des mécanismes qui assurent des prix viables et qui gèrent les réserves alimentaires, car les rendements agricoles peuvent eux-mêmes fortement varier d'une récolte à l'autre.

Pour un bon développement économique et pour une meilleure durabilité, les marchés locaux et régionaux doivent recevoir la priorité face au marché mondial.

En d'autres mots, les autorités doivent pouvoir disposer de leur souveraineté alimentaire, du droit de maintenir leur agriculture en mains propres, au lieu de la voir se libéraliser davantage et être livrée au marché mondial. Ne croyez pas que ceci constitue un frein au développement économique, bien au contraire. Car c'est justement cela que tous les pays riches et l'Union Européenne ont toujours fait dans le passé, c'est aussi ce que la Chine a fait.

Lorsqu'elles sont intelligentes, les autorités comprendront qu'aucune politique ne peut récolter de bons résultats si elle ne se fait pas en concertation et en complète collaboration avec les paysans et leurs organisations.

Une chaîne durable, du paysan au supermarché

Les plantes alimentaires ne sont pas seulement récoltées, elles doivent aussi être transformées et être vendues. Ce n'est pas uniquement la tâche des paysans, cela constitue une longue chaîne économique. Nous avons vu que les autorités doivent y jouer leur rôle. Et il va de soi que les entreprises portent également une responsabilité cruciale, aussi bien les marchands que les industries de transformation et les entreprises de la grande distribution. Si elles veulent vraiment entreprendre de manière socialement responsable, elles doivent naturellement faire des bénéfices financiers. Mais en même temps, elles doivent aussi prendre soin d'une agriculture socialement et écologiquement durable. Il est essentiel que les paysans, qui se situent au début de la chaîne alimentaire, reçoivent la place à laquelle ils ont droit. Les entreprises doivent veiller à ce que les paysans reçoivent un salaire décent et puissent travailler dans de bonnes conditions. Ainsi Alpro, une entreprise du groupe Vandemoortele, conclut des contrats de longue durée avec les cultivateurs de soja. De plus, Alpro les soutient dans leur processus de production et leur assure une allocation si la récolte est mauvaise.

Ainsi, un certain nombre de petits paysans d'Unilever en Indonésie reçoivent un prix plus élevé que celui du marché. Il y a une bonne raison à cela: l'entreprise a un besoin urgent des meilleures fèves de soja noires, un ingrédient de sa sauce douce à succès Kecap Bango. C'est pourquoi Unilever achète directement auprès des paysans pour améliorer la qualité, augmenter la production et assurer l'arrivage. Ces paysans en profitent aussi: parce que les intermédiaires disparaissent, ils perçoivent des

prix de 10 à 15 % plus élevés. Et de cette façon, ils acquièrent une meilleure place dans la chaîne de production.

Nous ne sommes pas naïfs. Il va de soi que ces entreprises continuent à faire des bénéfices. Mais lorsqu'elles le font et qu'en même temps elles donnent aux paysans une place au soleil, c'est un progrès de toute façon.

Ou bien manger, ou bien lutter contre les changements climatiques, une fausse opposition

Au cours de ces dernières années, l'idée s'est développée que nous avons besoin des cultures énergétiques produisant les bio-carburants pour contrer les changements climatiques. Maintenant déjà, il est clair que de grandes quantités de plantes alimentaires sont transformées en carburant pour nos voitures. Ou bien donner à manger à tous ou bien lutter contre le réchauffement; ou bien avoir de la nourriture maintenant ou bien conserver la terre pour les générations à venir, c'est ce dilemme qui semble se présenter à nous.

Mais même dans ce cas, la solution est simple. Ce dilemme n'existe pas, c'est une fausse antinomie. Car d'un côté, la production actuelle de plantes énergétiques – la première génération – n'est vraiment pas favorable au climat. Elle détruit entre autres la forêt tropicale au Brésil et en Indonésie en libérant ainsi des quantités énormes de gaz à effet de serre. Mais d'un autre côté, l'agriculture familiale durable arrive à notre secours. Elle donne lieu à un rafraîchissement du climat, car elle est beaucoup plus neutre en CO₂ que l'agriculture industrielle.

Nous devons donc cesser d'organiser la concurrence entre la nourriture et les plantes énergétiques. La priorité absolue à l'heure actuelle est l'alimentation, pas l'énergie. Tirons donc la prise de l'industrie des bio-carburants, plutôt aujourd'hui que demain. Avec les réserves alimentaires actuelles de 40 jours, ce n'est pas le moment de retarder les choix.

En seconde instance, nous devons considérer de manière très critique tous les fourrages pour animaux transportés de par le monde. Produire de plus en plus de viande nécessite une grande quantité de céréales qui ne sont alors plus disponibles pour nourrir la population et dont la production se fait de manière très peu favorable à l'environnement. Pour cette raison aussi, des grandes surfaces de forêts tropicales disparaissent.

Une bonne gestion fait la différence

Prenons la Corée du Sud et Taïwan, maintenant des pays riches. Prenons le Congo et la Zambie, tous deux pauvres comme Job. Comment se fait-il que ces deux derniers pays étaient, il y a 50 ans, plus prospères que les deux premiers? Recherchons les différences, c'est important à savoir. La Corée du Sud et Taïwan ont opté pour une agriculture avant tout familiale et productive, orientée vers les besoins de leur population. Cela n'a pas été fait en pure perte. Car cette agriculture leur a donné la chance de développer leur industrie. Cela s'est déroulé différemment dans de nombreux autres pays, notamment en Afrique. Même si à peine 6 % des travailleurs sont des paysans, un pays industrialisé comme la Corée du Sud attribue toujours encore 13 % de l'argent public à l'agriculture. Au Cameroun, au Burundi ou au Soudan, là où 70 à 90 % de la population travaillent dans l'agriculture et contribuent à la moitié du revenu national, les gouvernements investissent moins de 2 % de l'argent public à ce secteur économique important.

Il ne faut pas faire de dessin. Dans ces sociétés agricoles, les gouvernements abandonnent les paysans à leur sort. Plus d'une fois, il s'agit également d'un conflit d'intérêts. De nombreux politiciens ou leurs familles engrangent des revenus confortables, parce qu'ils ont des intérêts dans une agriculture d'exportation ou parce qu'ils contrôlent l'importation de riz ou d'autres aliments de l'étranger. Pour cette raison aussi, ils ne défendent pas les intérêts des paysans.

Dans la déclaration de Maputo, les pays Africains ont maintenant décidé d'investir 10 % de leurs moyens publics dans leur agriculture. S'ils vont le faire effectivement, ce ne sera déjà pas si mal, mais c'est encore beaucoup trop peu. Cela pourrait-il hypothéquer leur industrialisation? Non, au contraire.

Une liste urgente à réaliser

La révolte contre la crise alimentaire se répand rapidement dans les campagnes et encore plus dans les villes. Comment feriez-vous si vous aviez faim? Tout ce qui a été dit ci-dessus est urgent, mais que faut-il faire en premier lieu? Voici une petite liste pour ne pas oublier:

N'hésitez pas une seconde, libérez immédiatement de l'argent pour le Programme Alimentaire Mondial des Nations-Unies.

Évitez les fautes du passé. Lorsque le Programme Alimentaire Mondial et d'autres initiatives d'aide alimentaire achètent de la nourriture, ils doivent le faire en premier lieu sur le marché local et régional. De cette manière ils assurent un meilleur revenu aux paysans sur place ou dans la région et ils les stimulent en même temps à réaliser une meilleure production.

Faites enfin sortir l'agriculture et la production alimentaire hors de l'OMC et des accords de libre échange que, entre autres, l'Europe et les USA sont en train de conclure. Car les denrées alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres.

Passez le relais à l'Organisation Mondiale de l'Alimentation FAO, donnez lui un mandat pour veiller à une agriculture durable pour le monde entier.

Pour finir, à tous les pays riches, aux institutions financières internationales et aux organisations d'aide, réalisez enfin dès maintenant l'accroissement des budgets agricoles dans les programmes de collaboration internationale.

Jan Aertsen
Directeur Vredeseilanden
15/04/08

Sources:

Barrez Dirk, Koe 80 heeft een probleem. Boer, consument, agro-industrie en grootdistributie, EPO i.s.m. Vredeseilanden e.a., 2007, 254 p.

www.vredeseilanden.be
www.pala.be

Altieri Miguel en Nicholls Clara, Agroecology And The Search For A Truly Sustainable Agriculture, University of California, Berkeley, 2005, 291 p., zie o.a. p.150-151

<http://www.agroeco.org/doc/agroecology-engl-PNUMA.pdf>

FAO, Low-Income Food-Deficit Countries' food situation overview, april 2008

<http://www.fao.org/docrep/010/ai465e/ai465e07.htm>

DFID, Heath John, 2005 agriculture policy: an interim evaluation, 2007, 70 p., zie o.a. p.68

<http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/performance/files/ev672.pdf>

Clay Jason e.a., Exploring The Links Between International Business And Poverty Reduction: A Case Study Of Unilever In Indonesia, Oxfam GB, Novib Oxfam Netherlands & Unilever, 2005, 67 p.

<http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/trade/downloads/unilever.pdf>